

# BUULETIN de la Coalition pour la Cour Pénale Internationale



Juillet / Août 10 • No. 18

## GROS PLAN: Les Seychelles et Sainte-Lucie rejoignent la Cour pénale internationale

Le 10 et le 18 août 2010, la République des Seychelles et Sainte-Lucie ont respectivement ratifié le Statut de Rome, portant ainsi le nombre d'États parties de la CPI à 113. Ces ratifications constituent une avancée importante dans la lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves et dans l'instauration d'un tribunal universel soutenu par tous les pays. La CCPI remercie toutes les parties prenantes engagées dans le processus, y compris la société civile, le gouvernement et les médias, pour leur contribution et continuera sa campagne de ratification mondiale. La Coalition attend avec impatience de voir les nouveaux États parties remplir leurs obligations au Statut de Rome, notamment la mise en oeuvre du Statut dans leur système juridique national, leur coopération avec la Cour, le soutien politique qu'ils lui apporteront ainsi que leur adhésion à l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour (APIC).

## AFFAIRES ET SITUATIONS

### RDC

**La CPI suspend les poursuites contre Lubanga et ordonne sa mise en liberté ; elle ne sera exécutoire qu'après la décision de la Chambre d'appel.**

Le 8 juillet 2010, la Chambre de première instance I de la CPI a suspendu le procès à l'encontre de Thomas Lubanga Dyilo, considérant que l'équité des procédures à l'encontre de l'accusé n'est plus garantie, du fait du non respect par l'Accusation des ordonnances émises par la Chambre. La Chambre avait ordonné au Bureau du Procureur de divulguer l'identité de l'un de ses intermédiaires, ce qu'il avait refusé de faire pour des raisons de sécurité. Le 15 juillet 2010, la Chambre a ordonné la mise en liberté de Thomas Lubanga, considérant qu'un accusé ne peut être maintenu en détention préventive sur la base d'une spéculation. Cependant, l'Accusation a fait appel à la décision orale de mise en liberté de Thomas Lubanga et demandé qu'un effet suspensif soit accordé à l'appel, ce qui signifie que l'accusé restera en détention jusqu'à la décision finale de la Chambre d'appel.

**Des victimes demandent à la CPI d'enquêter sur les crimes présumés de Bemba en Ituri**

Le 16 août 2010, la Chambre préliminaire I a ordonné à l'accusation de rendre ses observations sur une requête de deux victimes de la RDC

demandant à la Chambre d'examiner la décision du Procureur de ne pas poursuivre Bemba pour les crimes dont ses troupes sont présumées coupables en Ituri (RDC). À ce jour, Jean-Pierre Bemba Gombo est accusé de crimes qu'il aurait commis en République Centrafricaine.

### DARFOUR

**La CPI a émis un deuxième mandat d'arrêt à l'encontre du président soudanais el-Béchir pour génocide**

Le 12 juillet 2010, la Chambre préliminaire I de la CPI a émis un deuxième mandat d'arrêt contre le président soudanais Omar Hassan Ahmad el-Béchir pour trois chefs de génocide à l'encontre des groupes ethniques des Four, Masalit et Zaghawa. Ce deuxième mandat s'ajoute au premier mandat d'arrêt délivré à l'encontre de M. el-Béchir en mars 2009 pour des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

**La CCPI demande au Tchad et au Kenya d'interpeler el-Béchir et de le remettre à la CPI**

Le président soudanais et suspect de la CPI Omar Hassan Ahmad el-Béchir s'est rendu au Tchad à la mi-juillet 2010 pour assister à un sommet de la Communauté des États sahélo-sahariens. Le 27 août 2010, le président el-Béchir a assisté à la signature de la nouvelle constitution du Kenya. Ce fut

la première fois que Béchir se rendait dans deux des 113 États parties de la CPI depuis l'émission de deux mandats d'arrêt à son encontre par la CPI. En conséquence, la Chambre préliminaire I de la CPI a officiellement informé le Conseil de sécurité de l'ONU et l'Assemblée des États parties de ces visites « afin qu'ils puissent prendre toute mesure qu'ils jugeront appropriée ». Les membres de la CCPI ont demandé aux gouvernements du Tchad et du Kenya d'interpeler el-Béchir et de le remettre à la CPI.

### UAVCPI

**Les chefs d'État de l'Union africaine approuvent les dispositions anti-CPI**

Le 27 juillet 2010, les chefs d'État du Sommet de l'Union africaine ont approuvé une décision controversée qui une fois de plus condamne le mandat d'arrêt de la CPI contre le président du Soudan Omar el-Béchir et critique le Conseil de sécurité de l'ONU pour ne pas l'avoir suspendu. La décision appelle les États membres de l'UA à ne pas arrêter et remettre el-Béchir à la Cour et rejette la demande de la CPI d'ouvrir un Bureau de liaison au siège de l'UA. Les membres de la CCPI du monde entier ont condamné cette décision et appelé les États parties à la CPI africains à répondre de leurs obligations envers la Cour, notamment l'obligation d'arrêter Omar el-Béchir, recherché par la CPI.

## NOUVELLES RÉGIONALES

**Journée de la justice internationale: la CCPI célèbre la Journée de la justice internationale dans le monde entier**

Le 17 juillet, le monde célèbre la Journée de la justice internationale pour commémorer l'adoption du Statut de Rome, le traité fondateur de la Cour pénale internationale (CPI). La Journée de la justice internationale appelle tous les États qui s'engagent pour la justice à garantir le soutien continu au système de justice internationale créé par le Statut de Rome. Les membres de la CCPI célèbrent cette journée

pour exprimer leur solidarité avec les victimes de crimes contre l'humanité, de génocide et de crimes de guerre à travers de nombreux événements organisés dans le monde entier.

### AFRIQUE

La Coalition centrafricaine pour la CPI (CCPI) a organisé un débat avec la société civile et diverses parties prenantes, notamment des représentants du bureau local de la CPI et le Haut-commissariat aux droits de l'homme. Les thèmes

abordés concernaient les activités de la Coalition depuis 2004 et l'affaire *Le Procureur c/ Jean-Pierre Bemba*. Pax Christi a organisé une visite dans plusieurs prisons de Goma (DRC) dans le but de sensibiliser les participants au fonctionnement du système juridique de la RDC et de leur faire mieux comprendre le concept de juridiction et les avantages de la complémentarité pour la justice internationale. NECPA et NUTJWG en Ouganda ont organisé une réunion avec plusieurs parties prenantes au sujet du Statut de Rome et des droits des victimes selon le traité. La réunion

a été suivie d'un tournoi de football pour la paix, qui a rassemblé plus de 3.000 personnes. La Coalition ivoirienne pour la Cour pénale internationale (CI-CPI) a organisé des débats sur la paix et la justice en Côte d'Ivoire et sur la position de la Côte d'Ivoire vis-à-vis de la CPI.

## AMÉRIQUES

La Coalition des ONG américaines pour la CPI a organisé un rassemblement pour la justice et pour la paix à Union Square, à New York City, où des réfugiés du Darfour et d'autres intervenants ont pris la parole pour soutenir la justice pénale internationale. L'AMICC a aussi encouragé ses membres ainsi que les ressortissants américains à demander au Président Obama de clarifier la politique américaine envers la CPI. WFM-Canada a émis un communiqué de presse en soutien à la CPI au sujet de l'adoption du crime d'agression à la Conférence de révision. Le Peruvian Grupo de Iniciativa por la CPI a émis un communiqué de presse demandant au gouvernement péruvien et à d'autres entités d'augmenter leurs efforts visant à mettre en application les principes et les crimes du Statut de Rome dans le code pénal national, en particulier suite aux engagements faits par le gouvernement péruvien lors de la Conférence de révision. Le coordinateur de la CCPI, William R. Pace, a participé à une session de live blogging la veille de la Journée de la justice internationale, répondant aux questions des participants sur le système du Statut de Rome et les principaux aboutissements de la Conférence de révision de la CPI. Au Mexique, la Comisión de Derechos Humanos del Distrito Federal (CDHDF) et la Coalition mexicaine pour la CPI a organisé un forum sur « Le Mexique et la justice internationale », durant lequel les intervenants ont abordé les résultats de la Conférence de révision, les progressions dans la mise en place de la législation au Mexique et le rôle de la société civile dans l'évolution du système du Statut de Rome.

## ASIE

Les activités qui ont eu lieu dans le cadre de la Journée de la justice internationale au Bangladesh, en Malaisie, au Népal, aux Philippines et en Indonésie ont mis l'accent sur les débats et les développements de la première Conférence de révision du Statut de Rome. Au Bangladesh, Odhikar a organisé des débats à son bureau où se sont

rassemblés des défenseurs des droits de l'homme et des membres de la coalition nationale pour réfléchir sur les résultats de la Conférence et du besoin urgent de coopération du pays avec la Cour et de son soutien à son égard. La Coalition indonésienne pour la CPI a organisé une table ronde sur sa participation à la Conférence de révision. Des représentants du Ministère de la justice et des droits de l'homme, du Ministère des affaires étrangères, du Parlement, ainsi que plusieurs universitaires ont échangé leurs opinions sur la CPI, partagé les avancées dans leur travail et élaboré une stratégie de soutien des efforts de ratification. Un livre rassemblant les expériences de la campagne de ratification au statut de la CPI de la société civile indonésienne a aussi été publié en juillet. Aux Philippines, les ambassadeurs Generoso Calonge et Severo Caturto de la délégation officielle des Philippines à Kampala ont assisté à une table ronde sur la Conférence de révision et le crime d'agression organisée par la Coalition philippine pour la CPI. La société civile de Malaisie et la Coalition nationale pour la CPI au Népal ont émis des communiqués de presse appelant leurs gouvernements respectifs à ratifier le Statut de Rome.

## EUROPE

Ana Natsvlishvili du Georgian Human Rights Centre (HRIDC) et de la Coalition de Géorgie a été invitée à participer à plusieurs émissions de radio pour parler de la Journée de la justice internationale, de la CPI et du Rapport Tagliavini. Le 23 juillet, le HRIDC et Institute for War and Peace Reporting (IWPR) ont organisé une formation pour les journalistes consacrée à la manière de couvrir les sujets liés à la CPI et une table ronde appelée "Justice in my eyes" à Karaleti (Géorgie), un camp de déplacés internes. Amnesty International-Luxembourg a organisé un stand d'information sur la place Piquet, à Luxembourg, pour sensibiliser la population à l'importance de la justice internationale et de la lutte contre l'impunité, plus particulièrement dans les Balkans. La Coalition turque pour la CPI a organisé une conférence sur les droits des victimes et les campagnes de ratification au Statut de Rome en Turquie et a émis un communiqué de presse. Amnesty International Moldavie et la Coalition moldave pour la CPI a organisé plusieurs événements pour la Journée de la justice internationale à Comrat, Balti et Chisinau, notamment des manifestations,

## Statut de Rome

Signatures: 139    Ratifications: 113

Dernières en date:

Sainte-Lucie (18 août 2010) et la République des Seychelles (10 août 2010)

## APIC

Signatures: 63    Ratifications: 62

Dernière en date: Georgie (10 mars 2010)

Campagne de ratification universelle (CRU), Pays cibles 2010

Juillet: La Malaisie    Août: Les Philippines

Octobre: La Turquie

une collecte de signatures pour une pétition demandant aux autorités moldaves de ratifier le Statut de Rome, des présentations de la campagne de la CPI à Comrat et à Balti ; et la projection d'un film "Hôtel Rwanda," suivie d'un débat sur la CPI et la Moldavie.

## MOAN

La Coalition jordanienne pour la CPI a invité plusieurs avocats, juges et ONG, ainsi que ses membres pour célébrer le Journée de la justice internationale et pour rendre hommage à certains militants luttant pour la promotion et la protection des droits de l'homme. En Égypte, l'Arab Center for the Independence of the Judiciary and Legal Profession (ACIJLP) a émis un communiqué de presse demandant aux gouvernements des pays arabes de rejoindre la CPI. L'Organisation marocaine des droits humains (OMDH) a organisé une formation sur la CPI en collaboration avec le International Center for Transitional Justice (ICTJ) et la Fondation Friedrich Ebert Stiftung ainsi que la projection du film "The Reckoning." De plus, OMDH a envoyé une lettre au Premier Ministre demandant au Maroc de ratifier le Statut de Rome. La Iranian Islamic Human Rights Commission a fait une déclaration rappelant l'importance du système du Statut de Rome ainsi que les engagements des gouvernements à rendre justice aux victimes.

## PARTENAIRES MONDIAUX

La Coalition remercie tous ses nombreux partenaires et donateurs du monde entier pour leur généreux soutien. Lui fournissant un apport financier majeur l'Union européenne, la Fondation Ford, Humanity United, la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, l'Open Society Institute, la Fondation Samuel Rubin et le Sigrid Rausing Trust, mais aussi les gouvernements de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de la Finlande, de l'Irlande, du Liechtenstein, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse, ainsi qu'un certain nombre de donateurs individuels. Leur soutien est essentiel pour permettre à la Coalition de mettre en œuvre un avenir où la justice est accessible à tous. Si vous souhaitez obtenir des informations supplémentaires pour savoir comment nous rejoindre dans cet effort et soutenir notre travail, veuillez visiter notre site Internet [www.coalitionfortheicc.org](http://www.coalitionfortheicc.org) ou contacter le bureau du développement par téléphone au +1.646.465.8527 ou par e-mail à [development@coalitionfortheicc.org](mailto:development@coalitionfortheicc.org).

Les opinions exprimées dans ces articles sont celles de la Coalition pour la cour pénale internationale et ne reflètent en aucun cas celles de l'Union européenne, de l'Irish Aid ou de quelconque autre donateur.

Restez au courant des derniers développements de la CPI! Envoyez un e-mail à [cicc@coalitionfortheicc.org](mailto:cicc@coalitionfortheicc.org) pour rejoindre la liste de diffusion en anglais, français, espagnol, arabe ou portugais.

Pour être informé au quotidien, visitez le site Internet [www.coalitionfortheicc.org](http://www.coalitionfortheicc.org); consultez la page [www.coalitionfortheicc.org/index.php?mod=bulletin](http://www.coalitionfortheicc.org/index.php?mod=bulletin) pour voir les liens contenus dans ce bulletin.